

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT DE LA SOCIÉTÉ PREMIUM MOUNTING TECHNOLOGIES GMBH & CO. KG (« PMT ») ALLGEMEINE EINKAUFSBEDINGUNGEN DER PREMIUM MOUNTING TECHNOLOGIES GMBH & CO. KG („PMT“)

Nous commandons toujours sous réserve de l'application exclusive de nos conditions générales d'achat reproduites ci-après:

ART.1 DOMAINE D'APPLICATION GÉNÉRAL

(1) Nos conditions d'achat s'appliquent de manière exclusive. Nous ne reconnaissons pas les conditions d'achat du fournisseur contrairement ou s'écartant de nos conditions d'achat, sauf si nous avons convenu expressément et par écrit de leur application. Nos conditions d'achat s'appliquent également lorsque nous acceptons la livraison du fournisseur sans réserve, y compris lorsque nous connaissons les conditions d'achat du fournisseur contrairement ou s'écartant de nos propres conditions.

(2) Tous les accords passés entre nous et le fournisseur concernant l'exécution du présent contrat doivent être établis par écrit dans ledit contrat.

(3) Nos conditions d'achat s'appliquent uniquement à l'égard d'entreprises au sens de l'art. 310, par. 1 du code civil (allemand).

(4) Nos conditions d'achat s'appliquent aussi à toutes les transactions futures avec le fournisseur.

ART.2 OFFRE, DOCUMENTS D'OFFRE

(1) Le fournisseur est tenu d'accepter notre commande dans un délai de 2 semaines.

(2) Nous nous réservons les droits de propriété et d'auteur sur les illustrations, dessins, calculs et autres documents. Ceux-ci ne peuvent pas être rendus accessibles à des tiers sans notre autorisation écrite expresse. Ils doivent être exclusivement utilisés pour la fabrication sur la base de notre commande. Après l'exécution de la commande, ils doivent nous être restitués spontanément. Ils doivent être tenus secrets à l'égard des tiers, la disposition de l'art.9, alinéa 5, étant en outre applicable.

ART.3 PRIX, CONDITIONS DE PAIEMENT

(1) Le prix indiqué dans la commande est ferme. En l'absence d'un accord écrit dérogatoire, le prix comprend la livraison « franco domicile », emballage compris. La restitution de l'emballage nécessite un accord particulier.

(2) La taxe à la valeur ajoutée légale est comprise dans le prix.

(3) Nous ne pouvons traiter les factures que si celles-ci indiquent le numéro de commande enregistré conformément aux prescriptions figurant dans notre commande. Le fournisseur est responsable de toutes les conséquences découlant du non-respect de cette obligation dans la mesure où il ne prouve pas qu'il n'en est pas responsable.

(4) Nous pouvons, sauf convention contraire, payer net le prix d'achat dans les 14 jours à compter de la livraison et de la réception de la facture, avec 2 % d'escompte ou dans les 30 jours de la réception de la facture.

(5) Nous détenons les droits de compensation et de rétention dans la mesure autorisée par la loi.

ART.4 DÉLAI DE LIVRAISON

(1) Le délai de livraison indiqué dans la commande est ferme.

(2) Le fournisseur est tenu de nous informer immédiatement sous forme de texte lorsque des circonstances se produisent ou qu'il devient

Wir bestellen stets unter ausschließlicher Geltung unserer nachfolgend wiedergegebenen Allgemeinen Einkaufsbedingungen:

§1 ALLGEMEINES, GELTUNGSBEREICH

(1) Unsere Einkaufsbedingungen gelten ausschließlich. Entgegenstehende oder von unseren Einkaufsbedingungen abweichende Bedingungen des Lieferanten erkennen wir nicht an, es sei denn, wir hätten ausdrücklich schriftlich ihrer Geltung zugestimmt. Unsere Einkaufsbedingungen gelten auch dann, wenn wir in Kenntnis entgegenstehender oder von unseren Einkaufsbedingungen abweichender Bedingungen des Lieferanten die Lieferung des Lieferanten vorbehaltlos annehmen.

(2) Alle Vereinbarungen, die zwischen uns und dem Lieferanten zwecks Ausführung dieses Vertrages getroffen werden, sind in diesem Vertrag schriftlich niederzulegen.

(3) Unsere Einkaufsbedingungen gelten nur gegenüber Unternehmern im Sinn von § 310 Abs. 1 BGB.

(4) Unsere Einkaufsbedingungen gelten auch für alle künftigen Geschäfte mit dem Lieferanten.

§2 ANGEBOT, ANGEBOTUNTERLAGEN

(1) Der Lieferant ist verpflichtet, unsere Bestellung innerhalb einer Frist von 2 Wochen anzunehmen.

(2) An Abbildungen, Zeichnungen, Berechnungen und sonstigen Unterlagen behalten wir uns Eigentums- und Urheberrechte vor. Sie dürfen Dritten ohne unsere ausdrückliche schriftliche Zustimmung nicht zugänglich gemacht werden. Sie sind ausschließlich für die Fertigung auf Grund unserer Bestellung zu verwenden. Nach Abwicklung der Bestellung sind sie uns unaufgefordert zurückzugeben. Dritten gegenüber sind sie geheim zu halten, insoweit gilt ergänzend die Regelung von § 9 Absatz 5.

§3 PREISE, ZAHLUNGSBEDINGUNGEN

(1) Der in der Bestellung ausgewiesene Preis ist bindend. Mangels abweichender schriftlicher Vereinbarung schließt der Preis Lieferung „frei Haus“, einschließlich Verpackung ein. Die Rückgabe der Verpackung bedarf besonderer Vereinbarung.

(2) Die gesetzliche Mehrwertsteuer ist im Preis enthalten.

(3) Rechnungen können wir nur bearbeiten, wenn diese – entsprechend den Vorgaben in unserer Bestellung – die dort ausgewiesene Bestellnummer angeben. Für alle wegen Nichteinhaltung dieser Verpflichtung entstehenden Folgen ist der Lieferant verantwortlich, soweit er nicht nachweist, dass er diese nicht zu vertreten hat.

(4) Wir können, sofern nichts anderes vereinbart ist, den Kaufpreis innerhalb von 14 Tagen, gerechnet ab Lieferung und Rechnungserhalt, mit 2 % Skonto oder innerhalb von 30 Tagen nach Rechnungserhalt netto bezahlen.

(5) Aufrechnungs- und Zurückbehaltungsrechte stehen uns in gesetzlichem Umfang zu.

§ 4 LIEFERZEIT

(1) Die in der Bestellung angegebene Lieferzeit ist bindend.

(2) Der Lieferant ist verpflichtet, uns unverzüglich in Textform in Kenntnis zu setzen, wenn Umstände eintreten oder ihm erkennbar werden, aus

apparent que le délai de livraison convenu ne pourra pas être respecté.
(3) En cas de retard de livraison, les droits légaux nous appartiennent. Nous sommes autorisés, en particulier, après l'écoulement sans résultat d'un délai approprié, de réclamer des dommages-intérêts au lieu de la prestation. Si nous demandons des dommages-intérêts, le fournisseur a le droit de prouver à notre égard qu'il n'est pas responsable du manquement à ses obligations.

ART.5 TRANSFERT DU RISQUE, DOCUMENTS

(1) Sauf convention contraire écrite, la livraison doit avoir lieu franco domicile.
(2) Le fournisseur est tenu d'indiquer exactement notre numéro de commande sur tous les documents d'expédition et de livraison. S'il néglige de le faire, les retards du traitement en découlant ne nous sont pas imputables.

ART.6 EXAMEN DES DÉFAUTS, RESPONSABILITÉ EN CAS DE DÉFAUTS

(1) Nous sommes tenus de vérifier la marchandise dans un délai approprié concernant ses écarts éventuels en matière de qualité ou de quantité. La réclamation est émise en temps utile si elle est reçue par le fournisseur dans un délai de trois jours ouvrables, calculé à partir de la réception de la marchandise ou, en cas de défauts cachés, à partir de leur découverte.
(2) Les réclamations légales pour défauts nous appartiennent en totalité. Dans tous les cas, nous avons le droit de demander au fournisseur, à notre libre choix, la réparation du défaut ou la livraison d'une chose neuve. Le droit à dommages et intérêts, en particulier de dommages et intérêts au lieu de la prestation, nous reste expressément réservé.
(3) Nous sommes autorisés à procéder nous-mêmes à la réparation du défaut aux frais du fournisseur, lorsque ce dernier est en retard concernant la rectification.
(4) Le délai de prescription est de 36 mois, à partir du transfert du risque, sauf application de la prescription impérative des art. 445b, 478, alinéa 2 du code civil (allemand).
(5) Les autres dispositions impératives du recours de livraison ne sont pas affectées.

ART.7 RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE PRODUIT, INDEMNISATION, PROTECTION DE L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE

(1) Si le fournisseur est responsable d'un dommage du produit, il est tenu de nous indemniser en matière de droits de dommages-intérêts de tiers à première demande, si la cause réside dans son domaine de contrôle et d'organisation et qu'il est lui-même responsable de ses relations externes.
(2) Dans le cadre de sa propre responsabilité pour les cas de dommages au sens de l'alinéa 1, le fournisseur est également responsable du remboursement des dépenses éventuelles, conformément aux art. 683 et 670 du code civil (allemand) ou conformément aux art. 830, 840 et 426 du code civil (allemand), qui découlent de ou en relation avec une action de rappel exécutée de manière conforme par nos soins. Concernant le contenu et l'importance d'une telle mesure de rappel, nous informerons le fournisseur en temps utile et à l'avance, dans la mesure où cela est possible et raisonnable, et nous lui fournissons l'occasion de prendre position.
(3) La notification nécessaire des autorités compétentes selon les prescriptions du ProdSG (loi allemande de sécurité des produits) sera exécutée en coordination avec le fournisseur.
(4) Le fournisseur s'engage à maintenir une assurance en matière de responsabilité du produit d'une couverture de 10 millions € par lésion personnelle/dommage matériel - montant forfaitaire - pendant la durée du présent contrat, à savoir jusqu'à l'expiration de la prescription pour défauts. Si d'autres droits concernant les dommages-intérêts nous appartiennent, ceux-ci seront maintenus sans modifications.

ART. 8 DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

(1) Le fournisseur garantit qu'aucun droit de tiers à l'intérieur du territoire de la République fédérale d'Allemagne n'est violé en relation avec la livraison, ainsi que par cette dernière.
(2) Si nous sommes attaqués par un tiers à cet égard, le fournisseur est tenu de nous indemniser à première demande à l'égard de ces réclamations.
(3) En cas de droits en dommages-intérêts du tiers, le fournisseur se réserve le droit de prouver qu'il n'a pas occasionné la violation des droits du tiers. Nous ne sommes pas autorisés à passer de quelconques accords avec le tiers sans l'autorisation du fournisseur, en particulier de passer un compromis.
(4) L'obligation d'indemnisation du fournisseur se rapporte à toutes les dépenses qui nous sont occasionnées en raison de la réclamation d'un

denen sich ergibt, dass die bedungene Lieferzeit nicht eingehalten werden kann.

(3) Im Falle des Lieferverzuges stehen uns die gesetzlichen Ansprüche zu. Insbesondere sind wir berechtigt, nach fruchtlosem Ablauf einer angemessenen Frist Schadensersatz statt der Leistung zu verlangen. Verlangen wir Schadensersatz, steht dem Lieferanten das Recht zu, uns nachzuweisen, dass er die Pflichtverletzung nicht zu vertreten hat.

§5 GEFAHRENÜBERGANG, DOKUMENTE

(1) Die Lieferung hat, sofern nichts anderes schriftlich vereinbart ist, frei Haus zu erfolgen.
(2) Der Lieferant ist verpflichtet, auf allen Versandpapieren und Lieferscheinen exakt unsere Bestellnummer anzugeben. Unterlässt er dies, so sind die dadurch entstehenden Verzögerungen in der Bearbeitung nicht von uns zu vertreten.

§6 MÄNGELUNTERSUCHUNG, MÄNGELHAFTUNG

(1) Wir sind verpflichtet, die Ware innerhalb angemessener Frist auf etwaige Qualitäts- oder Quantitätsabweichungen zu prüfen. Die Rüge ist rechtzeitig, sofern sie innerhalb einer Frist von drei Arbeitstagen, gerechnet ab Wareneingang oder bei versteckten Mängeln ab Entdeckung, beim Lieferanten eingeht.
(2) Die gesetzlichen Mängelansprüche stehen uns ungekürzt zu. In jedem Fall sind wir berechtigt, vom Lieferanten nach unserer Wahl Mangelbeseitigung oder Lieferung einer neuen Sache zu verlangen. Das Recht auf Schadensersatz, insbesondere das auf Schadensersatz statt der Leistung, bleibt ausdrücklich vorbehalten.
(3) Wir sind berechtigt, auf Kosten des Lieferanten die Mangelbeseitigung selbst vorzunehmen, wenn der Lieferant mit der Nacherfüllung in Verzug ist.
(4) Die Verjährungsfrist beträgt 36 Monate, gerechnet ab Gefahrenübergang, soweit nicht die zwingende Bestimmung der §§ 445b, 478 Abs. 2 BGB eingreift.
(5) Die übrigen zwingenden Bestimmungen des Lieferregresses bleiben unberührt.

§7 PRODUKTHAFTUNG, FREISTELLUNG, HAFTPFLICHTVERSICHERUNGSSCHUTZ

(1) Soweit der Lieferant für einen Produktschaden verantwortlich ist, ist er verpflichtet, uns insoweit von Schadensersatzansprüchen Dritter auf erstes Anfordern freizustellen, als die Ursache in seinem Herrschafts- und Organisationsbereich gesetzt ist und er im Außenverhältnis selbst haftet.
(2) Im Rahmen seiner eigenen Haftung für Schadensfälle im Sinn von Absatz 1 ist der Lieferant auch verpflichtet, etwaige Aufwendungen gemäß §§ 683, 670 BGB oder gemäß §§ 830, 840, 426 BGB uns zu erstatten, die sich aus oder im Zusammenhang mit einer von uns rechtmäßig durchgeführten Rückrufaktion ergeben. Über Inhalt und Umfang einer solchen Rückrufmaßnahme werden wir den Lieferanten – soweit möglich und zumutbar – rechtzeitig im Voraus unterrichten und ihm Gelegenheit zur Stellungnahme geben.
(3) Die erforderliche Unterrichtung der jeweils zuständigen Behörde nach den Vorschriften des ProdSG übernehmen wir in Abstimmung mit dem Lieferanten.
(4) Der Lieferant verpflichtet sich, eine Produkthaftpflicht-Versicherung mit einer Deckungssumme von € 10 Mio. pro Personenschaden/ Sachschaden – pauschal – während der Dauer dieses Vertrages, d. h. bis zum jeweiligen Ablauf der Mängelverjährung zu unterhalten. Stehen uns weitergehende Schadensersatzansprüche zu, so bleiben diese unberührt.

§8 SCHUTZRECHTE

(1) Der Lieferant gewährleistet, dass im Zusammenhang sowie durch die Lieferung mit seiner Lieferung keine Rechte Dritter innerhalb der Bundesrepublik Deutschland verletzt werden.
(2) Werden wir von einem Dritten dieserhalb in Anspruch genommen, so ist der Lieferant verpflichtet, und auf erstes schriftliches Anfordern von diesen Ansprüchen freizustellen.
(3) Bei Schadensersatzansprüchen des Dritten bleibt dem Lieferanten der Nachweis vorbehalten, dass er die Verletzung der Rechte des Dritten nicht verschuldet hat. Wir sind nicht berechtigt, mit dem Dritten – ohne Zustimmung des Lieferanten – irgendwelche Vereinbarungen zu treffen, insbesondere einen Vergleich abzuschließen.
(4) Die Freistellungspflicht des Lieferanten bezieht sich auf alle Aufwendungen, die uns aus oder im Zusammenhang mit

tiers ou en relation avec cette dernière, si le fournisseur ne prouve pas qu'il n'est pas responsable de la violation de l'obligation sous-jacente à la violation des droits de propriété intellectuelle.

(5) La période de prescription pour ces droits est de trois ans, à partir du transfert du risque.

ART.9 RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ, MISE À DISPOSITION, OUTILS, CONFIDENTIALITÉ

(1) Dans la mesure où nous commandons des pièces auprès du fournisseur, nous nous réservons la propriété de ces dernières. Le traitement ou la transformation par le fournisseur sont entrepris pour nous. Si nos marchandises sous réserve sont traitées avec d'autres objets qui ne nous appartiennent pas, nous acquérons la copropriété sur la nouvelle chose, proportionnellement à la valeur de notre chose (prix d'achat, TVA en sus) sur les autres objets traités au moment du traitement.

(2) Si la chose mise à disposition par nos soins est mélangée de manière inséparable avec d'autres objets qui ne nous appartiennent pas, nous acquérons la copropriété sur la nouvelle chose, proportionnellement à la valeur de la chose sous réserve (prix d'achat, TVA en sus) sur les autres objets mélangés au moment du mélange. Si le mélange a lieu d'une manière qui fait que la chose du fournisseur doit être considérée comme la chose principale, il est convenu que le fournisseur nous transfère la propriété de la chose commandée à hauteur de la valeur ; le fournisseur conserve la propriété exclusive ou la copropriété pour nous.

(3) Nous nous réservons la propriété des outils ; le fournisseur est tenu d'utiliser les outils exclusivement pour la fabrication des marchandises commandées par nos soins. Le fournisseur est tenu en outre d'assurer les outils nous appartenant à la valeur à neuf et à ses propres frais contre l'incendie ainsi que contre les dégâts des eaux et le vol. En même temps, le fournisseur nous cède dès à présent tous les droits de dédommagement découlant de ladite assurance, nous acceptons cette cession par les présentes. Le fournisseur est tenu d'exécuter en temps utile les travaux de maintenance et d'inspection éventuellement nécessaires, de même que tous les travaux de maintien en état et de réparation sur nos outils à ses propres frais. Il doit nous informer immédiatement des accidents majeurs éventuels ; s'il néglige de le faire par sa propre faute, les droits à dommages-intérêts restent intacts.

(4) Dans la mesure où les droits de garantie qui nous appartiennent conformément à l'alinéa 1 et/ou l'alinéa 2 dépassent de plus de 10 % le prix d'achat de toutes nos marchandises sous réserve non encore payées, nous sommes tenus, à la demande du fournisseur, à l'indemnisation des droits de garantie selon notre choix.

(5) Le fournisseur est tenu de garder strictement confidentiels toutes les illustrations ainsi que tous les dessins, calculs et autres documents et informations reçus. Ceux-ci ne peuvent être divulgués à des tiers qu'avec notre accord spécifique. L'obligation du secret s'applique également après l'exécution du présent contrat. Elle expire toutefois dans la mesure où les connaissances de fabrication contenues dans les illustrations, plans, calculs et autres documents transmis étaient déjà connues en général ou de manière prouvable du fournisseur au moment de leur communication dans le sens de l'alinéa 1.

ART.10 CHOIX DU DROIT, LIEU D'EXÉCUTION, TRIBUNAUX COMPÉTENTS

(1) Pour toutes les relations de droit entre le fournisseur et nous, le droit de la République fédérale d'Allemagne est d'application exclusive, à l'exclusion du droit commercial des Nations unies (convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises - CISG).

(2) Sauf indication contraire dans la commande, notre siège de Stadtsteinach est le lieu d'exécution.

(3) Si le fournisseur est un commerçant au sens du code de commerce allemand (HGB), le siège de notre société à Stadtsteinach est la compétence territoriale. Toutefois, nous sommes également autorisés à poursuivre le fournisseur devant le tribunal de son domicile.

der Inanspruchnahme durch einen Dritten notwendigerweise erwachsen, soweit der Lieferant nicht nachweist, dass er die der Schutzrechtsverletzung zugrunde liegende Pflichtverletzung nicht zu vertreten hat.

(5) Die Verjährungsfrist für diese Ansprüche beträgt drei Jahre, beginnend mit dem Gefahrenübergang.

§9 EIGENTUMSVORBEHALT, BEISTELLUNG, WERKZEUGE, GEHEIMHALTUNG

(1) Sofern wir Teile beim Lieferanten beistellen, behalten wir uns hieran das Eigentum vor. Verarbeitung oder Umbildung durch den Lieferanten werden für uns vorgenommen. Wird unsere Vorbehaltsware mit anderen, uns nicht gehörenden Gegenständen verarbeitet, so erwerben wir das Miteigentum an der neuen Sache im Verhältnis des Wertes unserer Sache (Einkaufspreis zuzüglich USt.) zu den anderen verarbeiteten Gegenständen zur Zeit der Verarbeitung.

(2) Wird die von uns beigestellte Sache mit anderen, uns nicht gehörenden Gegenständen untrennbar vermischt, so erwerben wir das Miteigentum an der neuen Sache im Verhältnis des Wertes der Vorbehalts Sache (Einkaufspreis zuzüglich USt.) zu den anderen vermischten Gegenständen zum Zeitpunkt der Vermischung. Erfolgt die Vermischung in der Weise, dass die Sache des Lieferanten als Hauptsache anzusehen ist, so gilt als vereinbart, dass der Lieferant uns anteilmäßig, in Höhe des Wertes der beigestellten Sache Miteigentum überträgt; der Lieferant verwahrt das Alleineigentum oder das Miteigentum für uns.

(3) An Werkzeugen behalten wir uns das Eigentum vor; der Lieferant ist verpflichtet, die Werkzeuge ausschließlich für die Herstellung der von uns bestellten Waren einzusetzen. Der Lieferant ist weiter verpflichtet, die uns gehörenden Werkzeuge zum Neuwert auf eigene Kosten gegen Feuer-, Wasser- und Diebstahlschäden zu versichern. Gleichzeitig tritt der Lieferant uns schon jetzt alle Entschädigungsansprüche aus dieser Versicherung ab, wir nehmen die Abtretung hiermit an. Der Lieferant ist verpflichtet, an unseren Werkzeugen etwa erforderliche Wartungs- und Inspektionsarbeiten sowie alle Instandhaltungs- und Instandsetzungsarbeiten auf eigene Kosten rechtzeitig durchzuführen. Etwaige Störfälle hat er uns sofort anzuzeigen; unterlässt er dies schuldhaft, so bleiben Schadensersatzansprüche unberührt.

(4) Soweit die aus gemäß Absatz 1 und/oder Absatz 2 zustehenden Sicherungsrechte den Einkaufspreis aller unserer noch nicht bezahlten Vorbehaltswaren um mehr als 10 % übersteigt, sind wir auf Verlangen des Lieferanten zur Freigabe der Sicherungsrechte nach unserer Wahl verpflichtet.

(5) Der Lieferant ist verpflichtet, alle erhaltenen Abbildungen, Zeichnungen, Berechnungen und sonstigen Unterlagen und Informationen strikt geheim zu halten. Dritten dürfen sie nur mit unserer ausdrücklichen Zustimmung offengelegt werden. Die Geheimhaltungsverpflichtung gilt auch nach Abwicklung dieses Vertrages. Sie erlischt aber, wenn und soweit das in den überlassenen Abbildungen, Zeichnungen, Berechnungen und sonstigen Unterlagen enthaltene Fertigungswissen allgemein bekannt geworden ist oder dem Lieferanten nachweislich schon im Zeitpunkt der Mitteilung im Sinn von Satz 1 bekannt war.

§10 RECHTSWAHL, ERFÜLLUNGORT, GERICHTSSTAND

(1) Für alle Rechtsbeziehungen zwischen Lieferanten und uns gilt ausschließlich das Recht der Bundesrepublik Deutschland unter Ausschluss dieses UN-Kaufrechts (Übereinkommen der Vereinten Nationen über Verträge über den internationalen Warenaustausch - CISG).

(2) Sofern sich aus der Bestellung nichts anderes ergibt, ist unser Geschäftssitz in Stadtsteinach Erfüllungsort.

(3) Sofern der Lieferant Kaufmann im Sinne des Handelsgesetzbuchs (HGB), so ist der Sitz unserer Gesellschaft in Stadtsteinach ausschließlicher Gerichtsstand. Wir sind jedoch berechtigt, den Lieferanten auch an seinem Wohnsitzgericht zu verklagen.

Version : juin 2021

Stand: Juni 2021

Premium Mounting Technologies
GmbH & Co. KG
Industriestr. 25
D-95346 Stadtsteinach

T +49 9225 9550 0
F +49 9225 9550 999
info@pmt.solutions

www.pmt.solutions